Charlotte-Amélie PIAT-MARTINAUD

Université de Genève – Faculté de droit

Année académique 2019-2020

Travail de Master : Droit international de la protection des biens culturels.

Sujet : Le patrimoine culturel subaquatique : cadre légal et immunité de l'État.

Professeur : Marc-André RENOLD

Assistants : Alessandro CHECHI et Morgane DESBOEUF

Printemps 2020

TABLE DES MATIÈRES :

I. INTRODUCTION.....	1
II. NOTIONS ESSENTIELLES	2
A. LE PATRIMOINE CULTUREL SUBAQUATIQUE	2
B. LES « ZONES » ET LEUR RÉGIME JURIDIQUE.....	3
C. LES ACTEURS.....	6
i. Les États.....	6
ii. Les archéologues.....	8
iii. Les chasseurs de trésors	9
III. LA CONVENTION SUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL SUBAQUATIQUE DE 2001.....	10
A. LE PATRIMOINE CULTUREL SUBAQUATIQUE AVANT LA CPPCS	10
i. La Convention sur le droit de la mer de 1982.....	10
ii. Lacunes et nécessité de protection spécifique	11
B. LES PRINCIPES DE LA CPPCS	14
i. Obligation de préserver le patrimoine culturel subaquatique	14
ii. Priorité à la préservation in situ	15
iii. Interdiction de l'exploitation commerciale du patrimoine culturel subaquatique	17
iv. Formation et partage de l'information	19
v. Favorisation de la coopération internationale	21
IV. IMMUNITÉ SOUVERAINE DES ÉTATS	22
A. DÉFINITION ET CONVENTION DE 2004.....	22
B. LE CAS PARTICULIER DU NAVIRE D'ÉTAT.....	23
i. Les navires d'États en service.....	23
ii. Les épaves des navires d'États.....	23
iii. Le cas du Nuestra Señora de las Mercedes	25
V. CONCLUSION	27
BIBLIOGRAPHIE :	1

I. INTRODUCTION

Ce travail de master a pour élément central un sujet méconnu du grand public : le patrimoine culturel subaquatique. Souvent traité à part du patrimoine culturel matériel et du patrimoine culturel immatériel, il offre pourtant à l'humanité un nombre incalculable de découvertes et d'informations sur nos origines. Comme le souligne très justement NUTLEY, « les sites du patrimoine culturel subaquatique sont de véritables capsules à remonter le temps d'une variété infinie, riches d'histoires à raconter »¹. La problématique de ce travail consiste à réfléchir à l'efficacité et à l'adéquation des moyens mis en place pour protéger ce patrimoine submergé : il s'agit de montrer que la Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique de 2001 (ci-après : CPPCS) est un moyen approprié de palier aux lacunes que connaissait le droit préexistant. Notre attention se portera également sur le cas particulier de l'épave du navire d'État et la manière dont elle est traitée dans la CPPCS, en nous interrogeant sur la question de savoir si son état actuel lui permet encore de bénéficier de l'immunité souveraine.

Il convient d'abord de donner quelques notions essentielles (II) à la bonne compréhension du sujet. Nous commencerons par donner une définition du patrimoine culturel subaquatique et de ses différentes composantes (A). Ensuite, nous mettrons en lumière tour à tour les différentes « zones » du droit international public, éléments qui ont un impact fondamental sur le cadre légal s'appliquant au patrimoine culturel subaquatique (B). Enfin, nous présenterons les trois principaux acteurs qui jouent un rôle tout à fait primordial quant à la protection de ce patrimoine, à savoir l'État, les archéologues et les chasseurs de trésors (C).

Une fois ces notions définies, nous pourrions nous intéresser au cadre légal accordé à la protection du patrimoine culturel submergé et plus particulièrement à la CPPCS (III). Il s'agira d'abord de s'intéresser à l'ancêtre de cette convention, la Convention des Nations-Unies sur le droit de la mer (ci-après : UNCLOS) et d'expliquer les lacunes qui ont pu faire naître le besoin de créer la CPPCS (A). Puis, nous étudierons en détail les différents principes de cette dernière (B).

Pour terminer, nous nous concentrerons sur l'immunité souveraine des États (IV). Nous commencerons par en donner une définition (A), puis nous nous intéresserons à la question de

¹ NUTLEY, p. 17.

l'application de cette immunité au patrimoine submergé devant une juridiction, en détaillant notamment la situation délicate du navire d'État (B). Nous analyserons pour cela le cas de l'épave du *Nuestra Señora de las Mercedes*, un navire espagnol qui, après plusieurs siècles au fond des mers, a fait l'objet de nombreuses convoitises.

II. NOTIONS ESSENTIELLES

A. LE PATRIMOINE CULTUREL SUBAQUATIQUE

Un des premiers objectifs de la CPPCS était de définir le « patrimoine culturel subaquatique », ce qui n'était pas forcément une tâche aisée. FORREST souligne cette difficulté en rappelant que « the terms 'underwater', 'culture', and 'heritage' are individually susceptible to various interpretations that are made no easier by their amalgamation »². En effet, lors de la rédaction de cette convention, il a fallu commencer par le commencement. Pour l'UNESCO, il s'agissait d'abord de définir le patrimoine culturel subaquatique de manière plus détaillée que seulement « tous les objets de caractère archéologique ou historique » comme le fait l'art. 149 UNCLOS³.

La CPPCS définit à son article premier le patrimoine culturel subaquatique comme « toutes les traces d'existence humaine présentant un caractère culturel, historique ou archéologique qui sont immergées, partiellement ou totalement, périodiquement ou en permanence, depuis 100 ans au moins, et notamment : (i) les sites, structures, bâtiments, objets et restes humains, ainsi que leur contexte archéologique et naturel ; (ii) les navires, aéronefs, autres véhicules ou toute partie de ceux-ci, avec leur cargaison ou autre contenu, ainsi que leur contexte archéologique et naturel ; (iii) les objets de caractère préhistorique ». En revanche, sont exclus de son champ d'application les pipelines et autres installations qui sont encore en usage.

Il est nécessaire de noter que cette liste n'est pas exhaustive : le patrimoine culturel subaquatique peut donc se rencontrer sous d'autres formes puisqu'il est défini de manière large. De plus, la valeur monétaire d'un objet n'est pas un élément à prendre en compte pour qu'il puisse tomber sous le coup de cette définition. Cependant, le critère temporel de « 100 ans au moins » dont l'article premier fait mention a fait l'objet de quelques critiques. Comme

² FORREST, *Defining « underwater cultural heritage »*, p. 1.

³ AZNAR GÓMEZ, *The notions*, p. 10.

l'explique BAEZA ce critère « es un criterio artificial que ha planteado diversas dudas y debates en la doctrina y que presenta ciertos problemas de determinación a cambio de garantizar una mínima seguridad jurídica, frente a otras opciones y consideraciones más ambiguas y relativas como su importancia histórica o incluso estética »⁴. À ce propos, GUÉRIN et KÖLLER soutiennent à juste titre que le critère temporel de 100 ans « ne devrait cependant pas empêcher les États parties de protéger des vestiges plus récents, tels que les carcasses submergées de navires des deux guerres mondiales »⁵.

MOMTAZ relève que la définition du patrimoine culturel subaquatique telle qu'elle est donnée dans l'art. 1 CPPCS « ne retient aucun élément géographique »⁶ et par conséquent « l'obligation des États parties de protéger le patrimoine culturel subaquatique s'étend [...] à toute l'étendue des mers et des océans, y compris les zones relevant de leur souveraineté nationale »⁷. Ainsi, il est nécessaire pour la suite de ce travail de donner une vue d'ensemble sur ces zones, en définissant leurs étendues ainsi que leurs régimes juridiques.

B. LES « ZONES » ET LEUR RÉGIME JURIDIQUE

Lorsque l'on parle de la protection du patrimoine culturel submergé, l'emplacement où l'on retrouve celui-ci est un élément primordial pour sa protection. En effet, cet emplacement est la base même de la légitimité d'un État à agir sur le bien culturel en question : on parle de juridiction *ratione loci*⁸. La CPPCS respecte le droit de la mer tel qu'il existe sans modifier les différentes zones maritimes ou leur définition⁹ : pour ce faire, elle se réfère aux notions que nous connaissons du droit international et de l'UNCLOS. Cette dernière « fixe les limites des diverses zones maritimes à partir d'une ligne de base, ainsi que les droits et les devoirs de ses États membres en leur sein »¹⁰. Il convient dès lors d'examiner les dispositions de la CPPCS se référant respectivement à la mer territoriale, à la zone contiguë, à la zone économique exclusive, au plateau continental, ainsi qu'à la Zone, en se basant sur les définitions données par l'UNCLOS.

⁴ BAEZA, pp. 129-130.

⁵ GUÉRIN/KÖLLER, p. 23.

⁶ MOMTAZ, p. 447.

⁷ *Idem*.

⁸ RAU, p. 409.

⁹ KOSCHTIAL, p. 72.

¹⁰ MAARLEVELD/GUÉRIN/EGGER, p. 17.

L'art. 7 CPPCS règle la question du patrimoine culturel subaquatique dans les eaux intérieures, les eaux archipélagiques et la mer territoriale, c'est-à-dire dans les 12 milles marins¹¹ à partir de la ligne de base comme défini à l'art. 2 § 1 UNCLOS. Cette zone représente « un espace maritime soumis à la pleine souveraineté de l'État côtier »¹², où les États souverains ont le droit exclusif de réglementer et d'autoriser les interventions sur le patrimoine culturel subaquatique qui s'y trouve. MAINETTI rappelle que « la limite de ce droit exclusif est le respect du droit de passage inoffensif et de transit »¹³, comme définit à l'art. 19 § 1 UNCLOS. Cependant, selon l'art. 7 § 2 CPPCS les États ont l'obligation de prescrire les Règles de la CPPCS à toute intervention ayant lieu dans ces zones régies par leur souveraineté.

L'art. 8 CPPCS, quant à lui, dispose que les États parties peuvent réglementer et autoriser les interventions sur le patrimoine culturel subaquatique dans leur zone contiguë, soit jusqu'à 24 milles marins à partir de la ligne de base conformément à l'art. 33 § 2 UNCLOS. En d'autres termes, cette zone « is an area wherein it is recognized that a coastal State has jurisdiction and authority over foreign flagged vessels and nationals to protect and manage the UCH located within this zone »¹⁴. Par ailleurs, cette zone n'existe que si l'État côtier a déclaré en avoir une¹⁵. Il est nécessaire de noter qu'en donnant ce pouvoir à l'État côtier sur sa zone contiguë, l'art. 8 CPPCS met fin à un flou juridique imposé par l'art. 303 § 2 UNCLOS et propose une protection bien plus large que celui-ci, dont nous ferons une analyse distinguée dans la partie III de cette étude¹⁶.

La zone économique exclusive (ci-après : ZEE) et le plateau continental sont tous les deux régis par les art. 9 (déclaration et notification) et 10 (protection) CPPCS. Pour rappel, la ZEE est une création juridique de l'UNCLOS qui constitue « an area beyond and adjacent to the territorial sea, extending no further than 200 miles from baseline »¹⁷. Quant au plateau continental, il est défini à l'art. 76 UNCLOS comme les fonds marins et leur sous-sol allant au-delà de la mer territoriale. Il connaît la même limite de 200 milles que la ZEE¹⁸ : cette dernière est superposée au plateau continental. Selon l'art. 9 § 1 CPPCS, il « incombe à tous les États parties de protéger

¹¹ Un mille marin est une unité de distance équivalant à 1852 mètres.

¹² MAHINGA, N 524.

¹³ MAINETTI, La protection du patrimoine culturel subaquatique, p. 194.

¹⁴ VARMER, p. 22.

¹⁵ MAARLEVELD, Underwater cultural heritage, p. 252.

¹⁶ Cf. *infra* p. 12.

¹⁷ DROMGOOLE, p. 13.

¹⁸ SOREL, N 11.

le patrimoine culturel subaquatique » dans ces deux territoires marins. Dès lors, toute intervention sur le plateau continental doit faire l'objet d'une déclaration¹⁹. Le partage de l'information étant un des principes directeurs de la CPPCS, nous en réservons l'analyse pour la partie III de ce travail²⁰. Il convient maintenant de s'intéresser à la protection offerte par l'art. 10 CPPCS au patrimoine culturel subaquatique. L'État côtier « does not have sovereignty in the EEZ but, under Article 56, it may exercise sovereignty for the purpose of exploring and exploiting, conserving, and managing the natural resources of the EEZ », tout comme pour le plateau continental²¹. COULÉE explique qu'en vertu de l'art. 10 CPPCS, « le contrôle et la réglementation, notamment afin d'éviter le pillage du patrimoine, sont assurés par l'État dans la zone économique exclusive duquel ou sur le plateau continental duquel se trouve le patrimoine culturel subaquatique, qui agit en qualité d'« État coordonnateur » »²². L'État coordonnateur est un nouvel acteur du droit maritime. Son rôle est principalement de « [mener] des consultations avec les autres États intéressés qui ont un lien vérifiable avec le patrimoine culturel subaquatique en question [...] mettre en œuvre des mesures de protection, délivrer les autorisations nécessaires, faire [...] des recherches préliminaires [...] et agir « au nom des États parties dans leur ensemble » »²³. Selon l'art. 9 § 5 CPPCS, le lien vérifiable entre un patrimoine culturel subaquatique et un État peut être culturel, historique, ou encore archéologique, et permet à ce dernier de faire savoir « qu'il souhaite être consulté sur la manière d'assurer la protection effective de ce patrimoine »²⁴.

Enfin, la Zone est « el área que va más allá de la jurisdicción de los Estados [...]. Los Estados se ven obligados a proteger conjuntamente el patrimonio, que de forma más clara que en ninguna otra área es considerado como perteneciente a la Humanidad entera »²⁵. Par ailleurs, la Zone connaît quasiment la même structure juridique que la ZEE, puisque sa réglementation est elle aussi divisée en deux articles : l'art. 11 CPPCS concerne la déclaration de la découverte ou de l'intervention (et énonce aussi le principe de protection commune des États), tandis que l'art. 12 CPPCS définit les droits des États parties pour protéger le patrimoine culturel subaquatique se trouvant dans la Zone. À ce propos, COULÉE relève également que « l'État qui a un lien vérifiable avec ce patrimoine peut faire savoir au directeur général de l'Autorité

¹⁹ COULÉE, p. 567.

²⁰ Cf. *infra* p. 19.

²¹ VARMER, pp. 22-23.

²² COULÉE, p. 567.

²³ MAINETTI, La protection du patrimoine culturel subaquatique, p.198.

²⁴ COULÉE, p. 567.

²⁵ PORTELA VÁZQUEZ, N 20.

internationale des fonds marins qu'il souhaite être consulté »²⁶, ce lien vérifiable ayant les mêmes caractéristiques que celui cité précédemment. La différence avec la ZEE réside principalement dans le fait que puisqu'il n'y a pas d'État côtier dans cette situation, et par conséquent « there is no 'natural' coordinator »²⁷. Cet État coordonnateur devra être choisi par les parties qui ont manifesté leur désir d'être consultées au sens de l'art 11 § 4 CPPCS (art. 12 § 2 CPPCS). Conformément à l'art. 12 § 6 CPPCS, celui-ci, en coordonnant les consultations, en adoptant des mesures, en menant toute recherche préliminaire et/ou en délivrant des autorisations, agit au bénéfice de l'ensemble de l'humanité et au nom de tous les États parties²⁸, tout en accordant une attention particulière aux droits préférentiels des États d'origine culturelle, historique ou archéologique à l'égard du patrimoine concerné. Enfin, tout comme la zone contiguë avec l'art. 303 § 2 UNCLOS, la Zone connaissait déjà un régime juridique spécial à l'art. 149 UNCLOS qui, avec la création de la CPPCS, a posé quelques problèmes d'interprétation. Nous parlerons du régime juridique particulier de la Zone dans la partie III de ce travail²⁹.

C. LES ACTEURS

Ceux que nous appelons ici « les acteurs » représentent toutes les parties jouant un rôle direct avec le patrimoine culturel subaquatique. Parmi eux, certains sont les protecteurs, et les autres sont les menaces. En effet, comme l'explique MAINETTI, dû aux avancées technologiques, « le patrimoine culturel subaquatique se trouve désormais à la portée non seulement des chercheurs professionnels, mais aussi [d]es pillards »³⁰. Pour les premiers, « l'objectif est, comme sur terre, de produire du savoir »³¹. Pour les seconds, cette avancée technologique est synonyme de chasse au trésor et par conséquent de bénéfice.

i. Les États

Lorsque l'on aborde le sujet de la protection du patrimoine culturel subaquatique, il paraît presque évident que l'acteur principal de la scène maritime soit l'État. Il est vrai que ce dernier

²⁶ COULÉE, p. 567.

²⁷ RAU, p. 420.

²⁸ COULÉE, p. 568.

²⁹ Cf. *infra* p. 11.

³⁰ MAINETTI, Instruments régionaux applicables, p. 97.

³¹ ALVES, p. 88.

se voit attribuer une fonction différente selon la place qu'il occupe par rapport à ce patrimoine : un même État partie à la CPPCS sera un jour l'État bénéficiant de droits souverains sur le vestige (en étant l'État côtier ou encore l'État du pavillon), puis un autre jour il devra endosser la responsabilité de l'État coordonnateur³². On comprend alors que les États connaissent différents intérêts à s'engager à protéger le patrimoine culturel subaquatique. Nous estimons que les intérêts portés au patrimoine culturel subaquatique sont au nombre de trois : ils peuvent être d'ordre culturel, économique et historique, l'un n'empêchant pas l'autre.

Tout d'abord, MAARLEVELD, GUÉRIN et EGGER affirment que « notre patrimoine ne doit pas être considéré comme une ressource économique disponible, utilisable dans le commerce ou la spéculation [...] il doit être traité afin de préserver les caractéristiques – scientifiques et/ou culturelles – qui lui donnent sa valeur unique pour l'humanité »³³. En effet, celui-ci doit rester dans le domaine public³⁴ : le patrimoine submergé apporte une valeur culturelle inestimable à l'État. Il est une source de savoir important et nous permet de découvrir beaucoup d'informations sur notre civilisation. Comme le résume VILLEGAS ZAMORA, « [l]a valeur culturelle du patrimoine culturel subaquatique excède largement la valeur commerciale des cargaisons coulées. Les musées et les gestionnaires de la culture sont de plus en plus conscients du potentiel que représente, en termes de développement durable, le tourisme lié aux épaves et aux cités enfouies sous les eaux »³⁵. Il est donc dans l'intérêt culturel et scientifique de l'État de protéger le patrimoine culturel subaquatique.

Aussi, bien qu'il ne doive pas être vu comme une ressource économique disponible, la CPPCS n'empêche pas un pays de recevoir quelques avantages économiques ou de développer son tourisme durable³⁶ : ROBERTSON établit même un lien entre le patrimoine culturel subaquatique et la notion de « productive seas », par exemple, lorsque celui-ci contribue à l'économie du pays en attirant des visiteurs³⁷. Une exploitation commerciale du patrimoine culturel subaquatique compatible avec la protection de celui-ci n'est pas exclue : c'est notamment le cas des arrangements commerciaux qui organisent l'accès aux sites du patrimoine et leur surveillance, des opérateurs de plongée ou des centres de visiteurs, mais aussi des droits

³² Cf. *supra* p. 5.

³³ MAARLEVELD/GUÉRIN/EGGER, p. 30.

³⁴ *Idem*.

³⁵ VILLEGAS ZAMORA, p. 31.

³⁶ MAARLEVELD/GUÉRIN/EGGER, p. 36.

³⁷ ROBERTSON, p. 90.

d'entrée dans les musées qui exposent le patrimoine culturel subaquatique³⁸. À ce sujet, il est reconnu que « l'archéologie sous-marine génère des millions de dollars chaque année dans les pays qui ont opté pour la conservation de leur patrimoine culturel subaquatique »³⁹.

À notre avis, les États ont aussi un intérêt historique à protéger le patrimoine culturel subaquatique, notamment à travers le devoir de mémoire : la mer a beau renfermer différents trésors, il ne faut pas oublier qu'elle est aussi la tombe de nombreuses personnes. Ces dernières sont souvent les anciens militaires qui faisaient partie des armées de certains États. L'État se doit aussi de protéger le patrimoine culturel subaquatique pour des questions de respect envers ses citoyens disparus⁴⁰. Pour ce faire, la CPPCS accorde une protection particulière aux restes humains, aux lieux sacrés et aux tombes militaires.

ii. Les archéologues

Les archéologues s'opposent aux chasseurs de trésors de par leur conscience de la valeur culturelle et historique du patrimoine culturel subaquatique⁴¹. Ils mettent en œuvre « des techniques d'étude scientifique, d'analyse, d'enregistrement, d'interprétation et de conservation des sites [...] en s'appuyant sur des normes internationales, sur la coopération, sur le renforcement des capacités et sur la recherche pour former une masse critique de spécialistes et trouver les moyens techniques de protéger au mieux ce patrimoine unique »⁴². C'est pourquoi nous étudierons l'importance pour un archéologue de recevoir une formation complète⁴³. D'après AZNAR GÓMEZ, leur discipline est « conducted exclusively for peaceful purposes and in order to increase scientific knowledge for the benefit of all mankind »⁴⁴. De plus, une fois qu'un archéologue a fini d'intervenir sur un site, ce dernier est protégé physiquement et juridiquement, ce qui bénéficie au site en question⁴⁵. C'est pourquoi nous estimons que leurs activités devraient être encouragées par les États, notamment en leur accordant les autorisations nécessaires pour mener à bien leurs recherches, par exemple lorsque le patrimoine faisant l'objet de ces investigations se trouve dans la ZEE d'un État. En accordant une importance tout

³⁸ MAARLEVELD/GUÉRIN/EGGER, p. 36.

³⁹ VILLEGAS ZAMORA, p. 31.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 47.

⁴¹ VILLEGAS ZAMORA, p. 21.

⁴² *Idem.*

⁴³ Cf. *infra* p. 20.

⁴⁴ AZNAR GÓMEZ, *The Legal Protection*, p. 140.

⁴⁵ VILLEGAS ZAMORA, p. 22.

aussi grande au patrimoine culturel subaquatique qu'à son contexte archéologique, l'expérience montre que seuls les archéologues ont pu sauver correctement des épaves, contrairement aux entreprises commerciales⁴⁶.

iii. Les chasseurs de trésors

Qu'ils prennent l'apparence de simples plongeurs ou de compagnies de sauvetage commercial telle qu'Odyssey Marine Exploration Inc.⁴⁷, les chasseurs de trésors représentent une réelle menace pour le patrimoine culturel subaquatique. Il est nécessaire de rappeler que « the regime of marine scientific research grants research rights only to States, not private actors. Private companies such as treasure hunters are not inherently entitled to be granted such permits »⁴⁸. À cet égard, nous soutenons que de telles compagnies ne devraient pas obtenir d'autorisation par les États, contrairement aux archéologues. Nous aurons l'occasion de constater dans la partie III de ce travail qu'il arrive même qu'elles signent des contrats avec les États, ce qui mène souvent à des résultats regrettables⁴⁹. Nous rejoignons l'idée de VILLEGAS ZAMORA qui estime que ce qui différencie principalement les archéologues des chasseurs de trésors est la valeur qu'ils accordent au temps. Pour les premiers, le temps est un moyen de « relever et consigner précisément la localisation exacte de chaque élément au sein d'un cadre prédéfini [...] pour évaluer les rapports entre une structure et son contenu »⁵⁰. Pour les seconds, « le temps c'est de l'argent, et les objets précieux doivent être retrouvés et vendus aussi vite que possible pour apporter un retour sur investissements aux bailleurs de fonds »⁵¹. Dans l'esprit des chasseurs de trésors « toute l'histoire et tout le contenu significatif qu'une épave pourrait laisser à l'humanité n'est intéressant que dans la mesure où cela augmente l'apparence de légitimité et, par conséquent, la valeur monnayable des biens sauvés »⁵². CASSAN ajoute qu'ils « ignorent tout autant les droits de propriété que les méthodes scientifiques de la recherche archéologique »⁵³. En définitive, en ce qui concerne les chasseurs de trésors, et bien qu'ils prétendent accorder la même importance au patrimoine culturel que les archéologues, ces pillards n'ont qu'un intérêt

⁴⁶ GRENIER, *Le vrai péril*, p. 13.

⁴⁷ Cf. *infra* p. 25.

⁴⁸ AZNAR GÓMEZ, *The Legal Protection*, p. 142.

⁴⁹ Cf. *infra* p. 18.

⁵⁰ VILLEGAS ZAMORA, p. 22.

⁵¹ *Idem*.

⁵² GRENIER, *Patrimoine culturel subaquatique*, p. 23.

⁵³ CASSAN, p. 129.

patrimonial pour celui-ci, contrairement aux archéologues qui lui accordent la plus grande attention afin de pouvoir en tirer un bénéfice purement scientifique.

III. LA CONVENTION SUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL SUBAQUATIQUE DE 2001

A. LE PATRIMOINE CULTUREL SUBAQUATIQUE AVANT LA CPPCS

i. La Convention sur le droit de la mer de 1982.

Signée le 10 décembre 1982 à Montego Bay, l'UNCLOS entre en vigueur le 16 novembre 1994. Elle est le résultat de très longues négociations ayant eu pour sujet principal « l'internationalisation des fonds marins au-delà des juridictions nationales »⁵⁴. Par ailleurs, elle est souvent considérée comme une « constitution des océans »⁵⁵. Selon DUVIC-PAOLI, elle apporte une nouvelle classification puisque, par exemple, elle « délimite la mer territoriale à 12 milles marins à partir des côtes ; donne la possibilité de déclarer une zone économique exclusive (ZEE) jusqu'à 200 milles marins dans laquelle un État possède des droits souverains sur les ressources ; et permet à l'État d'élargir son plateau continental. [...] Elle crée de nouvelles obligations pour les États – dont celle de protéger l'environnement marin »⁵⁶.

Elle est d'ailleurs la première à faire mention du patrimoine culturel subaquatique, qu'elle nomme les « objets archéologiques et historiques ». Cependant, la protection du patrimoine culturel subaquatique fait presque cruellement défaut dans cette convention. En effet, comme l'explique RAU « [w]hile the agreement, in its arts 149 and 303, contains two provisions that explicitly deal with the protection of 'objects of an archaeological and historical nature found at sea', these provisions 'are ambiguous at best' »⁵⁷. Ce sont ces lacunes qui ont nécessité un renforcement de la protection du patrimoine culturel subaquatique par l'adoption de la CPPCS⁵⁸.

⁵⁴ LÉVY, p. 1.

⁵⁵ TETLEY, p. 796.

⁵⁶ DUVIC-PAOLI, p. 18.

⁵⁷ RAU, p. 397.

⁵⁸ BAEZA, p. 128.

ii. *Lacunnes et nécessité de protection spécifique*

Selon plusieurs auteurs, deux articles particuliers, étant les seuls à évoquer le patrimoine archéologique subaquatique dans l'UNCLOS, posent problème. En effet, les art. 149 et 303 UNCLOS sont qualifiés de « vague and ambiguous »⁵⁹, voire même sont considérés comme la « weakness »⁶⁰ de l'UNCLOS. Plus précisément, BAEZA souligne qu'il semble « casi unánime el parecer de la doctrina en señalar la insuficiencia y fragmentación de las normas y reglas existentes, articuladas, por una parte, en diversos instrumentos de naturaleza variada de protección cultural, y por otra, en una regulación básica en la Convención de Naciones Unidas sobre Derecho del Mar »⁶¹.

a. Art. 149 UNCLOS

L'art. 149 UNCLOS, ayant pour les titres les « objets archéologiques et historiques », énonce que tous les objets de caractère archéologique et historique trouvés dans la Zone sont conservés ou cédés dans l'intérêt de l'humanité tout entière, compte tenu en particulier des droits préférentiels de l'État ou du pays d'origine, ou de l'État d'origine culturelle, ou encore de l'État d'origine historique ou archéologique. Seulement, pour la doctrine majoritaire, cet article « comprende unas obligaciones extraordinariamente imprecisas y difusas de conservación en beneficio de toda la humanidad »⁶². En effet, cet article ne donnant pas expressément de marche à suivre sur la manière de protéger le patrimoine culturel subaquatique, « leaves the development of those standards up to the nations working in the Area, their domestic laws, customary international law, and other provisions of the LOS »⁶³, et notamment à la « law of finds » et à la « salvage law »⁶⁴. De plus, MAINETTI soulève un problème d'interprétation de l'art. 149 UNCLOS concernant les droits préférentiels de l'État ou du pays d'origine, ou de l'État d'origine culturelle, ou encore de l'État d'origine historique ou archéologique : aucun élément ne permet de faire la distinction entre les trois États cités⁶⁵. C'est pourquoi la CPPCS ne reprend pas cette formulation de « l'État ou du pays d'origine » qui « prête à confusion et est dépourvue de représentation propre sur le plan international »⁶⁶. Enfin, nous trouvons

⁵⁹ FORREST, *International Law*, p. 328.

⁶⁰ BLAKE, p. 823.

⁶¹ BAEZA, p. 126.

⁶² *Ibid.*, p. 127.

⁶³ VARMER, p. 23.

⁶⁴ Cf. *infra* p. 13.

⁶⁵ MAINETTI, *La protection du patrimoine culturel subaquatique*, p. 158.

⁶⁶ MOMTAZ, p. 453.

regrettable que les modalités de la mise en application de ces droits préférentiels ne soient pas non plus précisées⁶⁷.

b. Art. 303 UNCLOS

L'art. 303 § 1 UNCLOS dispose que les États ont l'obligation de protéger les objets de caractères archéologiques ou historiques découverts en mer et coopèrent à cette fin. SCOVAZZI déduit deux conséquences juridiques de cette disposition. La première est que si « un État détruisait volontairement ou permettait la destruction d'éléments du patrimoine culturel sous-marin, il serait responsable d'une violation de cette disposition »⁶⁸. La deuxième est qu'un État, s'opposant à coopérer en faveur de la protection de ce patrimoine, engagerait sa responsabilité internationale⁶⁹. Cependant, bien qu'elle apporte une protection à une partie du patrimoine culturel subaquatique, elle en oublie l'autre. En effet, cet article ne parle que des « objets » ce qui, comme le relève MAARLEVELD, ne donne une protection que partielle : « 'objects' or movable entities are not the whole story, and are not necessarily what matters most. Context, setting and the association between objects are defining factors in the significance of a monument, and are central in the research of an archaeological site »⁷⁰.

L'art. 303 § 2 UNCLOS, quant à lui, prévoit que « pour contrôler le commerce de ces objets, l'État côtier peut, en faisant application de l'article 33, considérer que leur enlèvement du fond de la mer dans la zone visée à cet article [i.e. la zone contiguë], sans son approbation, serait cause d'une infraction sur son territoire ou dans sa mer territoriale, aux lois et règlements de l'État côtier visés à ce même article [i.e. les lois et règlements douaniers, fiscaux, sanitaires ou d'immigration] ». Cette disposition concernant la zone contiguë a fait l'objet d'un grand débat au sein de la doctrine, du fait qu'il est internationalement reconnu que l'UNCLOS est « tan mal redactada en su art. 303(2) »⁷¹. Pour certains, elle était vue comme « a stretch in that it creates grey legal zones and does not clarify the rights and duties of both coastal and other States in their activities directed at underwater cultural heritage in the adjacent contiguous zone »⁷². Plus déterminée encore, THEY défend que « le respect de l'intention des parties au traité [...]

⁶⁷ SCOVAZZI, La convention, p. 582.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 580.

⁶⁹ *Idem.*

⁷⁰ MAARLEVELD, Underwater cultural heritage, p. 253.

⁷¹ AZNAR GÓMEZ/THEY, p. 345.

⁷² AZNAR GÓMEZ, The Legal Protection, p. 137.

empêche de conclure à une extension des compétences de l'État côtier en dépit des ambiguïtés de l'art. 303 § 2, la formulation de celui-ci reflétant une *horror jurisdictionis* »⁷³, expliquant encore que cet article est le reflet du « refus d'autoriser l'État côtier à exercer des pouvoirs normatifs pour la protection des objets historiques et archéologiques au-delà de la mer territoriale »⁷⁴. D'autres, comme AZNAR GÓMEZ, affirment que la pratique des États montrerait « that current international law includes an archaeological maritime zone that extends to the outer limit of the State's declared contiguous zone »⁷⁵. Cet avis est aussi suivi par SCOVAZZI qui considère qu'« il est communément entendu que la CNUDM permet à l'État côtier d'établir une zone ainsi dite archéologique dans la limite de vingt-quatre milles marins de la côte », ou encore par GONÇALVES qui soutient que « cualquiera eliminación del patrimonio cultural subacuático que se realice en la Zona Contigua y no lleve aparejada la autorización del Estado ribereño, puede entenderse como una infracción »⁷⁶. Finalement, l'art. 8 CPPCS⁷⁷ peut être vu comme une « evidence of the general acceptance of the UNCLOS regime for protecting underwater cultural heritage in the contiguous zone to include the authority of the coastal State to regulate and authorize activities directed at that heritage »⁷⁸, résolvant ainsi l'épineuse question de la zone contiguë.

Quant à l'art. 303 § 3 UNCLOS qui dispose que « le présent article ne porte atteinte ni aux droits des propriétaires identifiables, au droit de récupérer des épaves et aux autres règles du droit maritime, ni aux lois et pratiques en matière d'échanges culturels », il n'échappe pas à la règle de l'ambiguïté. Ici se pose clairement le problème de deux concepts de common law que sont la « law of finds » et la « law of salvage » (clairement exprimés dans sa traduction anglaise). L'invocation de ces règles coutumières est « souvent motivée par le profit économique »⁷⁹ et permet « the continuation of many harmful activities directed at underwater cultural heritage »⁸⁰. Comme résumée par MAINETTI, la « salvage law » est basée sur une récompense accordée au sauveteur pour « risquer sa propre vie et ses biens afin de prêter assistance ou de sauver ceux d'autrui d'un danger. Le montant de la récompense dépend de la valeur du bien sauvé et du risque encouru par le sauveteur »⁸¹. Cependant, il est fait mention ici

⁷³ THEY, p. 69.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 50.

⁷⁵ AZNAR GÓMEZ, *The Legal Protection*, p. 137.

⁷⁶ GONÇALVES, p. 255.

⁷⁷ Cf. *supra* p. 4.

⁷⁸ AZNAR GÓMEZ, *The Legal Protection*, p. 137.

⁷⁹ MAINETTI, *La protection du patrimoine culturel subaquatique*, p. 156.

⁸⁰ GUÉRIN, p. 119.

⁸¹ MAINETTI, *La protection du patrimoine culturel subaquatique*, p. 147.

d'un danger qui mettrait en péril un bien, en l'espèce un bien archéologique submergé. Il n'est donc pas possible d'affirmer que la « salvage law » s'appliquerait « aux choses qui, étant submergées depuis des siècles, ne pouvaient pas être considérées en danger »⁸². MAINETTI et STRATI s'accordent à dire, et nous les rejoignons sur cette idée, que l'existence d'un critère temporel⁸³, comme par exemple celui utilisé à l'art. 1 § 1 CPPCS, dans l'art. 303 § 3 UNCLOS, aurait déjà pu exclure cette menace⁸⁴. Quant à la « law of finds », SCOVAZZI explique « que toute personne qui prend possession d'un objet retrouvé en mer dont on ne connaît pas le propriétaire a un titre pour devenir le propriétaire »⁸⁵. D'ailleurs, la plupart des auteurs qui se sont intéressés au sujet la traduisent comme la loi du « premier arrivé, premier servi »⁸⁶. Ainsi, on comprend que le principal risque qu'apporte la possibilité d'appliquer ces deux lois est que « the incentive for exploration and commercial exploitation triumphs over the interest in the protection of underwater cultural heritage »⁸⁷.

C'est pour toutes ces raisons que les Nations-Unies ont ressenti le besoin de donner naissance à un instrument législatif plus précis, plus protecteur, qui comblerait les lacunes que connaît l'UNCLOS : la CPPCS. Comme l'explique RAU, cette dernière « seeks to fill the gaps the UN Convention on the Law of the Sea has left open, in particular as regards the protection of cultural relics lying on the continental shelf and on the deep seabed »⁸⁸.

B. LES PRINCIPES DE LA CPPCS

Selon FORREST, cette convention « is the first to provide a universal protection regime for underwater cultural heritage »⁸⁹. En effet, l'idée centrale est la protection du patrimoine culturel subaquatique au profit de l'humanité⁹⁰. Pour cela, la CPPCS instaure cinq principes⁹¹ phares que nous allons analyser ici.

i. Obligation de préserver le patrimoine culturel subaquatique

⁸² SCOVAZZI, Les épaves, p. 413.

⁸³ MAINETTI, La protection du patrimoine culturel subaquatique, p. 157.

⁸⁴ STRATI, p. 173.

⁸⁵ SCOVAZZI, La convention, p. 583.

⁸⁶ THI THANH, p. 198.

⁸⁷ CHECHI, p. 111.

⁸⁸ RAU, p. 403.

⁸⁹ FORREST, Defining « underwater cultural heritage », p. 1.

⁹⁰ PIETERS, p. 22.

⁹¹ FAVIS, p. 4.

Comme le souligne PORTELA VÁZQUEZ, la protection du patrimoine culturel, en plus d'être le leitmotiv de la CPPCS, est aussi un de ses principes directeurs⁹². On notera qu'en signant la CPPCS, tous les États ont « accepted and declared to unilaterally live up to the operational rules of the Annex. They have committed themselves politically to adhere to these basic standards »⁹³. Pour VARMER, une manière de se tenir à cette obligation est d'avoir le « control of activities that may directly or incidentally harm UCH, and by authorizing (permitting) activities directed at UCH only when done in accordance with professional archaeological standards and practices set forth in the Annex Rules »⁹⁴. Ce principe parlant de lui-même, nous nous contenterons de relever que les États se doivent d'apporter la même importance à la protection du patrimoine culturel subaquatique qu'au patrimoine culturel terrestre⁹⁵.

ii. *Priorité à la préservation in situ*

Lorsqu'on lit la définition du patrimoine culturel subaquatique de l'art. 1 CPPCS, il est important de relever que l'épave ou l'objet lui-même n'est pas le seul bénéficiaire de la protection accordée par la Convention, mais qu'il est également demandé aux États parties de protéger « leur contexte archéologique et naturel ». Comme l'explique JOHANNOT-GRADIS, « l'obligation de prendre en compte, outre les biens eux-mêmes, également le contexte dans lequel ils s'inscrivent, permet d'assurer par-là de façon plus précise la mise en œuvre du principe de protection *in situ* »⁹⁶. Ce principe est d'ailleurs énoncé à la première règle de l'Annexe de la CPPCS : « pour préserver le patrimoine culturel subaquatique, la conservation *in situ* doit être considérée comme l'option prioritaire. En conséquence, les interventions sur le patrimoine culturel subaquatique ne sont autorisées que lorsqu'il y est procédé d'une manière compatible avec la protection de ce patrimoine et peuvent être autorisées, à cette condition, lorsqu'elles contribuent de manière significative à la protection, à la connaissance ou à la mise en valeur dudit patrimoine ». Mais pourquoi avoir choisi la préservation *in situ* comme option prioritaire ? Étudions maintenant les raisons qui permettent d'affirmer qu'elle est l'option la plus favorable à la protection du patrimoine culturel subaquatique.

⁹² PORTELA VÁZQUEZ, N 15.

⁹³ MAARLEVELD, *Origin and Consequences*, p. 21.

⁹⁴ VARMER, p. 28.

⁹⁵ MAARLEVELD/GUÉRIN/EGGER, p. 17.

⁹⁶ JOHANNOT-GRADIS, p. 129.

Tout d'abord, bien que le patrimoine culturel subaquatique ait une valeur inestimable pour l'humanité, sa préservation a un prix pour les États. Ce moyen de conservation est beaucoup moins coûteux pour ces derniers que la préservation *ex situ*. Selon KOSCHTIAL le choix de donner la priorité à la préservation *in situ* provient « des leçons tirées de la récupération d'embarcations aussi gigantesques que le Vasa suédois ou le Mary Rose anglais »⁹⁷. L'auteur rappelle qu'aujourd'hui encore, le Mary Rose nécessite d'être couvert continuellement d'un liquide servant à éviter qu'il ne soit rongé par le sel, ce qui représente une somme d'argent considérable dépensée pour sa conservation *ex situ*⁹⁸.

Un autre argument à retenir est celui de PORTELA VÁZQUEZ qui estime qu'une fois submergé, le patrimoine culturel est protégé naturellement par son environnement : « los vestigios sufren un rápido y fuerte deterioro en el momento de su hundimiento, pero una vez que se estabilizan, las condiciones de su entorno favorecen su conservación a largo plazo »⁹⁹. L'auteur affirme que lorsqu'on extrait les vestiges de l'eau, des dommages irréparables et irréversibles surviennent¹⁰⁰. Selon CARDUCCI, le « patrimoine est bien préservé dès lors qu'il est immergé, vu l'absence d'oxygène et la lenteur de la dégradation, et que donc, par principe, il ne se trouve pas nécessairement en danger »¹⁰¹ : il n'est donc pas étonnant que l'UNESCO ait choisi de faire de la préservation *in situ* l'option prioritaire, afin de ne pas prendre de risque inutile.

Enfin, la préservation *in situ* permet de conserver le patrimoine culturel subaquatique pour les générations futures, puisqu'elle permet d'être répertoriée dans des bases de données et ainsi d'être facilement localisable.

En revanche, il ne faut pas oublier que prioritaire ne veut pas dire unique : « si cette protection *in situ* n'est pas possible ou souhaitable, le patrimoine culturel subaquatique peut être exhumé dans l'intérêt de la science ou du public, mais en aucun cas dans un but de chasse au trésor ou commercial »¹⁰². MAARLEVELD, GUÉRIN et EGGER prennent pour exemple la récupération d'un charbonnier du XIX^{ème} siècle, opérée dans la mer du Nord¹⁰³. Suite à des fouilles archéologiques autorisées par un projet de dragage, des archéologues ont découvert six épaves,

⁹⁷ KOSCHTIAL, p. 74.

⁹⁸ *Idem*.

⁹⁹ PORTELA VÁZQUEZ, N 43.

¹⁰⁰ *Idem*.

¹⁰¹ CARDUCCI, p. iii.

¹⁰² TIMMERMANS/GUÉRIN/REY DA SILVA, p.14.

¹⁰³ MAARLEVELD/GUÉRIN/EGGER, p. 27.

dont celle d'un charbonnier qui a été retirée de l'eau en un seul bloc¹⁰⁴. Le patrimoine récupéré a fait l'objet du plus grand soin de la part des experts compétents, ce qui a permis à la science de faire de nouvelles découvertes importantes concernant la construction navale sur la côte est de l'Angleterre au XIX^{ème} siècle¹⁰⁵. Dans ce cas, nous concevons que le bénéfice scientifique retiré de cette découverte et le soin apporté à l'épave justifient le choix de la préservation *ex situ*.

iii. Interdiction de l'exploitation commerciale du patrimoine culturel subaquatique

La Règle 2 de l'Annexe énonce que « [l]'exploitation commerciale du patrimoine culturel subaquatique à des fins de transaction ou de spéculation, ou sa dispersion irrémédiable est foncièrement incompatible avec la protection et la bonne gestion de ce patrimoine. Les éléments du patrimoine culturel subaquatique ne peuvent faire l'objet de transactions ni d'opérations de vente, d'achat ou de troc en tant qu'articles de nature commerciale ». Aujourd'hui, pour VILLEGAS ZAMORA elle « est devenue la menace la plus sérieuse et la plus dévastatrice qui pèse sur la protection de ces vestiges légués à l'humanité »¹⁰⁶. En effet, il est nécessaire de rappeler que le patrimoine, qu'il soit terrestre ou subaquatique, représente un intérêt public et commun à l'humanité tout entière. À cette fin, il ne doit pas être considéré comme une ressource économique.

La nécessité d'une telle disposition dans la CPPCS s'explique selon MAARLEVELD, GUÉRIN et EGGER, par le fait que l'UNESCO a, via des lois et des conventions, assuré de manière complète la protection du patrimoine culturel terrestre en interdisant son pillage et son exploitation commerciale¹⁰⁷. Cependant, en omettant de préciser la protection du patrimoine culturel subaquatique desdites conventions, les opérateurs commerciaux ont tiré « avantage de la liberté de la haute mer et de la déficience de protection légale du patrimoine subaquatique »¹⁰⁸ en prétendant que son pillage « était parfaitement légal et éthique »¹⁰⁹. Le patrimoine culturel subaquatique se trouvant en danger, il était urgent de légiférer à ce sujet. Pour PORTELA VÁZQUEZ, « impedir el comercio de las piezas recuperadas, constituye una fórmula eficaz de

¹⁰⁴ *Idem.*

¹⁰⁵ *Idem.*

¹⁰⁶ VILLEGAS ZAMORA, p. 21.

¹⁰⁷ MAARLEVELD/GUÉRIN/EGGER, p. 33.

¹⁰⁸ *Idem.*

¹⁰⁹ *Idem.*

disuadir las actividades ilícitas y proteger al patrimonio cultural subacuático de su destrucción »¹¹⁰.

Cependant, certains États prennent encore la liberté de passer des contrats de droit privé pour « sauver » le patrimoine culturel subaquatique auprès de sociétés contre rémunération. C'est par exemple le cas du Gouvernement de Malaisie qui a fait appel à la société Malaysian Historical Salvors Snd Bhd (ci-après : la MHS)¹¹¹. En 1991, la MHS signe un « salvage contract » avec le Gouvernement malaisien par lequel elle s'engage à récupérer les biens se trouvant à bord du *Diana*, un navire anglais qui a sombré en 1817 dans la mer territoriale malaysienne. Le litige porte sur le prix que devait recevoir la compagnie de la part du Gouvernement après la vente des biens trouvés, qui correspondait à 70% du butin¹¹². Dans cette affaire, le lien entre la notion d'investissement et la question de la valeur économique et culturelle du patrimoine culturel subaquatique est clairement établi¹¹³. Dans un premier temps « [t]he arbitrator considered that the nature of the claimant's activities was largely similar to that of a commercial salvage contract, and that under ICSID practice and jurisprudence 'an ordinary commercial contract [could not] be considered as an investment' »¹¹⁴. Cependant, cette décision a été annulée et désormais, les « salvage contracts may be deemed to be protected under international investment treaties as long as they contribute to the development of the host state »¹¹⁵. À notre grand regret, VADI explique que « [t]herefore another layer of international regulation now governs underwater cultural heritage recovery and management »¹¹⁶, qui ne porte vraisemblablement que peu d'intrêt à la valeur culturelle du patrimoine submergé. En effet, l'auteur ajoute que « [t]he mere presence of cultural elements in a given dispute does not imply that a state may adopt discriminatory or abusive practices. If a state fails to protect UCH, arbitrators must still respect their mandate »¹¹⁷. Cette précision donne la forte impression que la protection du patrimoine culturel subaquatique passera toujours après le respect des lois sur l'investissement. Nous avons du mal à imaginer en quoi l'État a besoin du privé, puisque ces compagnies prennent une part astronomique des trésors nationaux. La question que pose GRENIER « pourquoi ne pas conserver 100% de ce qui appartient à la nation ? »¹¹⁸, nous paraît

¹¹⁰ PORTELA VÁZQUEZ, N 67.

¹¹¹ Malaysian Historical Salvors, SDN, BHD v. Malaysia ICSID Case No. ARB/05/10, 2009.

¹¹² VADI, Cultural Heritage, p. 149.

¹¹³ GAGLIANI.

¹¹⁴ VADI, Cultural Heritage, p. 149.

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 153.

¹¹⁶ *Idem.*

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 155.

¹¹⁸ GRENIER, Le vrai péril, p. xiii.

alors tout à fait légitime. À notre avis, la meilleure solution pour l'État serait plutôt de former de futurs archéologues compétents¹¹⁹.

iv. Formation et partage de l'information

MANDERS rappelle qu'un « major problem is treasure hunting, which results in loss of much information »¹²⁰. L'importance de ce principe est reconnue par une très grande majorité de la doctrine. En effet, selon CARDUCCI, « [i]l est nécessaire de promouvoir la formation à l'archéologie subaquatique, le transfert de technologie ainsi que le partage de l'information et sensibiliser le public à la valeur et l'intérêt du patrimoine culturel subaquatique »¹²¹. MAARLEVELD quant à lui soutient que « [l']information est la pierre angulaire de la protection archéologique du patrimoine. Dès qu'un site est découvert, son inventeur est tenu de signaler sa trouvaille. De cette façon, il est possible de combiner les observations et de dégager des régularités »¹²².

MAINETTI dénombre deux situations pour l'application de l'art. 9 CPPCS¹²³, dont nous allons rapidement faire le tour dans le présent paragraphe. L'art. 9 § 1 let. a CPPCS énonce qu'un État partie est en droit d'exiger, lorsque l'un de ses nationaux ou un navire battant son pavillon fait une découverte ou envisage une intervention sur le patrimoine culturel subaquatique situé dans sa ZEE ou sur son plateau continental, que le national ou le capitaine du navire lui déclare cette découverte ou intervention. Quant à l'art. 9 § 1 let. b CPPCS, il décrit la situation où l'État partie fait une découverte ou une intervention dans la ZEE ou le plateau continental d'un autre État partie. Dans cette hypothèse, l'État du pavillon a le choix entre exiger que le national ou le capitaine de son navire lui déclare l'intervention ou la découverte à lui ainsi qu'à l'État côtier ou, cas échéant, s'ajoute l'obligation d'assurer la transmission rapide et efficace de cette déclaration à tous les États parties. Ce mécanisme demande un engagement de la part des États¹²⁴, ce pourquoi l'art. 22 CPPCS dispose que « pour veiller à ce que la présente Convention soit mise en œuvre correctement, les États parties créent des services compétents ou renforcent, s'il y a lieu, ceux qui existent, en vue de procéder à l'établissement, la tenue et la mise à jour

¹¹⁹ Cf. *infra* p. 20.

¹²⁰ MANDERS, p. 11.

¹²¹ CARDUCCI, p. iii.

¹²² MAARLEVELD, La Convention de 2001, p. 63.

¹²³ MAINETTI, La protection du patrimoine culturel subaquatique, p. 196.

¹²⁴ KOSCHTIAL, p. 73.

d'un inventaire du patrimoine culturel subaquatique et d'assurer efficacement la protection ». En effet, la révélation d'informations pouvant présenter des dangers pour la préservation *in situ* du patrimoine submergé, celle-ci devra « avoir lieu *cum grano salis* et dans les conditions appropriées à chaque situation »¹²⁵.

La formation, quant à elle, joue également un rôle très important : on ne s'improvise par archéologue maritime, comme le prétendent les compagnies de sauvetage commercial. MAARLEVELD, GUÉRIN et EGGER expliquent que c'est pour cela que plusieurs États parties apportent leur soutien à des universités spécialisées dans la formation d'archéologues maritimes. C'est notamment le cas de l'université d'Alexandrie, en développant des projets comme le Centre Alexandrie en 2009. Ce centre d'études spécialisées de troisième cycle dispense un enseignement et une formation à différents niveaux sur les aspects de l'archéologie maritime et sous-marine, permettant d'acquérir un diplôme de troisième cycle et un master en archéologie maritime et patrimoine culturel subaquatique¹²⁶. Ces auteurs relèvent aussi qu'il est légitime de penser que bénéficiant d'« une bonne formation scientifique et technique, l'archéologue pourra utiliser le minimum de ressources techniques nécessaires pour obtenir les meilleurs résultats scientifiques possibles au coût le plus faible et avec une méthode d'exécution simple »¹²⁷. Quant à RAMBELLI, il prend l'exemple du Centre ARCHEMAR de l'université de Bahia créé en 2007 au Brésil, et rapporte qu'« outre la formation de spécialistes en archéologie subaquatique, nautique et maritime, et la promotion des échanges internationaux entre ces spécialistes, le centre assure des programmes d'éducation au patrimoine et de tourisme culturel subaquatique, visant à la participation directe des communautés, s'agissant non seulement de l'information produite, mais aussi de la formulation de politiques publiques de durabilité fondées sur l'usage social du patrimoine culturel subaquatique »¹²⁸. En effet, il ne suffit pas seulement de former les futurs archéologues à chercher au fond de l'eau, ils doivent « posséder la formation intellectuelle nécessaire [...]. Une fouille réussie ne servira à rien en l'absence des capacités et des connaissances requises pour en tirer des conclusions scientifiquement fiables et pouvant être communiquées à la société »¹²⁹. Ainsi, il semble évident que la formation à l'archéologie maritime sous tous ses aspects est un élément essentiel à la protection du patrimoine culturel subaquatique.

¹²⁵ MAINETTI, La protection du patrimoine culturel subaquatique, p. 174.

¹²⁶ MAARLEVELD/GUÉRIN/EGGER, p. 63.

¹²⁷ *Ibid.*, pp. 119-120.

¹²⁸ RAMBELLI, pp. 80-81.

¹²⁹ MAARLEVELD/GUÉRIN/EGGER, p. 114.

v. *Favorisation de la coopération internationale*¹³⁰

TIMMERMANS, GUÉRIN et REY DA SILVA affirment qu'en ratifiant la CPPCS, les États rejoignent un « club » de pays, où tous s'engagent à protéger le patrimoine culturel subaquatique et acceptent de se prêter assistance à cet égard si nécessaire¹³¹. La règle 8 de la CPPCS est très claire : la coopération internationale est un élément tout à fait essentiel au bon déroulement de la protection du patrimoine culturel subaquatique. De ce fait, elle est « encouragée, en vue de favoriser les échanges fructueux d'archéologues et de spécialistes d'autres professions concernées et de mieux utiliser leurs compétences ». Pour certains auteurs, elle constitue même un « impératif absolu »¹³². Mais pour que cette coopération soit efficace, dans un monde où l'équilibre international est souvent très fragile, il fallait en préciser la mise en œuvre. Il est maintenant temps de voir les différents aspects que prend la coopération internationale tout au long de cette convention.

KOSCHTIAL explique qu'en signant cette convention, les États ont accepté « d'interdire à leurs nationaux et à leurs navires de piller le patrimoine culturel subaquatique où qu'il se trouve, et d'exiger d'eux qu'ils leur déclarent tant leurs activités que les trouvailles qu'ils feraient, à charge pour lesdits États d'en informer les autres États parties »¹³³. La juridiction *ratione loci* dont nous avons parlé précédemment est aussi une émanation du principe de coopération internationale¹³⁴. Dans cet esprit de coopération, la Convention a instauré qu'« un « État coordonnateur » donne l'autorisation d'intervenir sur les sites, contrôle et réglemente ces autorisations en tant que représentant des autres États parties concernés »¹³⁵ pour les zones s'étendant au-delà de la zone contiguë¹³⁶. Dans ces zones, la coopération instaure un système rendant plus efficaces les actions menées contre le pillage, sans pour autant altérer les droits souverains de l'État côtier¹³⁷. MAINETTI affirme que la traduction de cette coopération s'exprime par le fait que la CPPCS « encourage les Parties à conclure des accords bilatéraux, régionaux ou autres accords multilatéraux en vue d'améliorer la protection du patrimoine culturel subaquatique »¹³⁸. Enfin, les États parties se réunissent au minimum une fois tous les

¹³⁰ MAARLEVELD/GUÉRIN/EGGER, p. 56.

¹³¹ TIMMERMANS/GUÉRIN/REY DA SILVA, p. 14.

¹³² NUTLEY, p. 17.

¹³³ KOSCHTIAL, p. 73.

¹³⁴ Cf. *supra* p. 3.

¹³⁵ *Ibid.*, p. 75.

¹³⁶ Cf. *supra* p. 5.

¹³⁷ KOSCHTIAL, p. 73.

¹³⁸ MAINETTI, Instruments régionaux applicables, p. 122.

deux ans afin de s'assurer de cette coopération (art. 23 CPPCS). YUSUF déclare même qu'« aux plans procédural et institutionnel, l'adoption de la Convention fournit à l'UNESCO une précieuse occasion de s'affirmer comme instance de coopération interétatique en vue de l'objectif commun consistant à empêcher la dispersion irrémédiable du patrimoine culturel subaquatique et sa détérioration »¹³⁹.

IV. IMMUNITÉ SOUVERAINE DES ÉTATS

A. DÉFINITION ET CONVENTION DE 2004

L'immunité de l'État est un principe du droit international coutumier¹⁴⁰ et trouve sa concrétisation dans la Convention des Nations Unies sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens de 2004¹⁴¹ (ci-après : la Convention de 2004). Cette protection juridique par laquelle un État est soustrait à la juridiction d'un autre État est basée sur l'égalité souveraine des États entre eux¹⁴². Il existe deux sortes d'immunités : l'immunité de juridiction et l'immunité d'exécution. Comme le précise MILANO, alors que la première fait que le détenteur de l'immunité n'est pas sujet aux tribunaux nationaux, la seconde « permet à son bénéficiaire d'échapper à toute contrainte administrative ou juridictionnelle résultant de l'application d'un jugement »¹⁴³. Un des critères déterminant pour savoir si l'immunité s'applique « consiste en el acto que ejerce el Estado. Si este es propio de la soberanía del Estado (acta imperii), la inmunidad se mantiene intacta ; si, por el contrario el acto no implica una actividad soberana, no habrá lugar a aplicación de la inmunidad ni de jurisdicción ni de ejecución (acta gestioni) »¹⁴⁴. Selon l'art. 16 de la Convention de 2004, un État propriétaire ou exploitant d'un navire ne peut invoquer l'immunité de juridiction devant un tribunal d'un autre État, compétent en l'espèce, dans une procédure se rapportant à l'exploitation de ce navire si, au moment du fait qui a donné lieu à l'action, le navire était utilisé autrement qu'à des fins de service public non commerciales. De ce fait, cet article « does not apply to warships or naval auxiliaries, or to other vessels owned or operated by a state and used 'for the time being, only on government

¹³⁹ YUSUF, p. 243.

¹⁴⁰ MILANO, p. 1.

¹⁴¹ À ce jour, la Convention de 2004 n'est pas encore entrée en vigueur.

¹⁴² HAFNER/LANGE, p. 45.

¹⁴³ MILANO, p. 1.

¹⁴⁴ MATEUS-RUGELES/RODRÍGUEZ VALENZUELA, p. 265.

non-commercial service' »¹⁴⁵. On comprend que, lorsque la Convention de 2004 entrera en vigueur, son article 16 n'entrera pas en contradiction avec le régime instauré par la CPPCS, puisqu'elles lui accordent la même protection. Quant à cette dernière, elle protège les aéronefs et les navires d'État de deux manières¹⁴⁶, qui feront chacune l'objet d'une étude dans le prochain chapitre.

B. LE CAS PARTICULIER DU NAVIRE D'ÉTAT

i. Les navires d'États en service

Par son article 13, la CPPCS protège les navires et les aéronefs d'État qui sont toujours en service et qui « en ejercicio de su actividad, quedan excluidos del deber de informar y comunicar el hallazgo de un vestigio. Cumplir con una obligación de estas características, supondría inevitablemente, la revelación de ciertos detalles al margen de la Convención, que los Estados coinciden e insisten en reservar para sí mismos »¹⁴⁷. L'immunité des navires d'État est inscrite à l'art. 32 UNCLLOS : « aucune disposition de la Convention ne porte atteinte aux immunités dont jouissent les navires de guerre et les autres navires d'État utilisés à des fins non commerciales ». Dès lors, un « navire de guerre naviguant sous commandement militaire et arborant le pavillon d'un État ne peut être soumis qu'à l'autorité de cet État »¹⁴⁸. Cependant, l'UNCLLOS ne répond pas à la question des épaves de ces navires, ce pourquoi il est nécessaire de s'intéresser à leur situation dans la CPPCS.

ii. Les épaves des navires d'États

Comme nous l'avons analysé précédemment¹⁴⁹, l'art. 303 § 3 UNCLLOS qui établit pour SCOVAZZI un « régime désastreux d'incitation au pillage du patrimoine culturel sous-marin »¹⁵⁰, parle seulement d'épave et n'inclut pas explicitement dans son champ d'application les épaves des navires d'État. C'est pour palier à cette lacune qu'il était nécessaire de préciser leur situation dans la CPPCS.

¹⁴⁵ STEWART, p. 204.

¹⁴⁶ PORTELA VÁZQUEZ, N 58.

¹⁴⁷ *Idem*.

¹⁴⁸ MAARLEVELD, La Convention de 2001, p. 63.

¹⁴⁹ Cf. *supra* p. 13.

¹⁵⁰ SCOVAZZI, Les épaves, p. 415.

Selon l'art. 1 § 8 CPPCS, les navires et les aéronefs d'États submergés sont « les navires de guerre et autres navires ou aéronefs, qui appartenaient à un État ou opéraient sous son contrôle, étaient exclusivement utilisés, à l'époque où ils ont sombré, à des fins de service public non commercial, qui sont identifiés comme tels et qui répondent à la définition du patrimoine culturel subaquatique ». La question de l'immunité souveraine d'un État sur l'épave de son navire a fait l'objet de longues négociations lors de la conception de la CPPCS. Nous partageons l'opinion de certains experts qui recommandaient « que l'État du pavillon d'une épave bénéficiant de l'immunité souveraine devrait toujours garder la juridiction exclusive sur l'épave et son contenu dans toutes les zones maritimes »¹⁵¹. En effet, bien que SYMONIDES et SYMONIDES s'interrogent sur la question de savoir si les épaves des navires d'État ne cessent pas d'être la propriété de celui-ci et continuent ainsi d'être exclues de la juridiction d'autres États en ne remplissant plus leur fonction initiale¹⁵², nous suivons l'avis de la doctrine majoritaire qui soutient que les droits de l'État du pavillon « no se pierden por el mero transcurso del tiempo sin hacer un uso efectivo de ellos »¹⁵³. À ce sujet, MAARLEVELD estime que le principe de l'immunité de ces épaves est en fait un prolongement du secret militaire¹⁵⁴, ce pourquoi la CPPCS respecte le principe d'immunité. Pour THEY, la reconnaissance de l'immunité souveraine à l'épave d'un navire ou d'un aéronef de l'État est communément acceptée par les puissances maritimes¹⁵⁵, même pour celles n'étant pas parties à la CPPCS comme nous le verrons à travers l'analyse du cas du *Nuestra Señora de las Mercedes* qui a eu lieu aux États-Unis¹⁵⁶.

En conclusion, on retiendra les propos de TIMMERMANS, GUÉRIN et REY DA SILVA qui résument la situation ainsi : « [l]a Convention ne régleme[n]te pas la propriété des épaves et ne vise pas à modifier les droits des États en matière de souveraineté, mais elle s'applique intégralement aux épaves de bateaux d'État »¹⁵⁷, avis partagé par SCOVAZZI qui affirme également que ces « dispositions s'appliquent à tous les navires, y compris les navires d'État »¹⁵⁸.

¹⁵¹ Final report of the second Meeting of Governmental Experts on the Draft Convention on the Protection of Underwater Cultural Heritage, N 22.

¹⁵² SYMONIDES/SYMONIDES, p. 9.

¹⁵³ MARISCAL DE GANTE Y MIRÓN, p. 424.

¹⁵⁴ MAARLEVELD, La Convention de 2001, p. 63.

¹⁵⁵ THEY, p. 443.

¹⁵⁶ Cf. *infra* p. 25.

¹⁵⁷ TIMMERMANS/GUÉRIN/REY DA SILVA, p. 14.

¹⁵⁸ SCOVAZZI, Les épaves, p. 417.

iii. *Le cas du Nuestra Señora de las Mercedes*

En 1804, le navire royal espagnol *Nuestra Señora de las Mercedes* qui partait du Pérou pour acheminer, entre autres, des milliers de pièces d'or et d'argent vers l'Espagne, est coulé par un navire britannique¹⁵⁹. En mars 2007, la compagnie Odyssey Marine Exploration Inc. (ci-après : Odyssey) spécialisée dans l'exploration et l'exploitation des épaves, trouve l'épave d'un navire dans les eaux internationales de l'Atlantique¹⁶⁰ contenant un butin équivalent à 500 millions de dollars¹⁶¹. Le 9 avril 2007, Odyssey demande au tribunal du Middle District de Tampa en Floride de lui reconnaître les droits de propriété et de possession du « Black Swan » (nom de code qu'elle a donné à l'épave), alternativement un « salvage award », respectivement en vertu de la « law of finds » et de la « law of salvage ». Le 11 avril, Odyssey dépose à titre symbolique un petit bloc de bronze, trouvé dans le navire, au tribunal et intente une action *in rem* contre l'épave et son contenu¹⁶². Cette demande a été acceptée par la District Court, qui a sommé le US Marshal de prendre possession de tous les artefacts trouvés dans le navire et a reconnu la compagnie comme leur « substitute custodian »¹⁶³. Durant l'été 2007, l'Espagne conteste les droits réclamés par l'Odyssey en invoquant l'immunité souveraine de l'État, car elle affirme que le bateau trouvé est le navire de guerre espagnol *Nuestra Señora de las Mercedes*, bien que la société américaine ait toujours refusé de donner une localisation précise du lieu de sa découverte¹⁶⁴. Le Pérou et 25 héritiers des personnes ayant navigué à bord de celui-ci réclament aussi la propriété de l'épave et de son butin, en argumentant qu'il est l'État d'origine des pièces et donc qu'elles font parties de son héritage culturel. Le 22 décembre 2009, la Cour de Tampa donne raison à l'Espagne en se déclarant incompétente pour connaître d'une revendication de sauvetage contre un navire d'État espagnol¹⁶⁵. Les réclamations du titre de propriété d'Odyssey, du Pérou et des 25 descendants contre le navire ont été rejetées et la cour a obligé Odyssey à rendre les biens sous 10 jours¹⁶⁶. Odyssey fait appel à cette décision devant la Court of Appeals, le 21 septembre 2011, sans succès. La compagnie restitue le butin à l'Espagne le 25 février 2012. Le 14 mai 2012, la Cour suprême américaine rejette également le recours de la société¹⁶⁷.

¹⁵⁹ BURSEY/FERLAND/RENOLD, p. 2.

¹⁶⁰ BEGUIN.

¹⁶¹ BURSEY/FERLAND/RENOLD, p. 2.

¹⁶² JOUYET.

¹⁶³ BURSEY/FERLAND/RENOLD, p. 2.

¹⁶⁴ VADI, *International law*, pp. 254-255.

¹⁶⁵ THEY, p. 243.

¹⁶⁶ BURSEY/FERLAND/RENOLD, p. 2.

¹⁶⁷ *Idem*.

En ce qui concerne la question de l'identification du navire, nous nous contenterons de dire ici que le juge reconnaît, grâce aux preuves apportées par l'Espagne, que « the debris field's location, coins, canons, and artifacts persuasively match the *Mercedes's* historical record. [...] The *res* is the Mercedes »¹⁶⁸ et qu'il est sans conteste la propriété du royaume d'Espagne¹⁶⁹. Notamment, un des arguments invoqués par l'État espagnol qui expliquait que l'Odyssey n'avait pas voulu révéler la véritable identité du bateau était que déjà, en 2004, la société avait été notifiée par l'Espagne que l'État n'acceptait aucune intervention sur ses navires enfouis à moins d'en avoir eu expressément l'autorisation, et qu'elle interdisait formellement l'application des principes de « salvage law »¹⁷⁰. Ceci étant dit, il est intéressant de se pencher sur la question de l'application du principe de l'immunité souveraine.

JOUYET et HERNÁNDEZ rappellent concernant l'immunité dont il est question qu'elle est une immunité d'exécution et non pas de juridiction¹⁷¹. En effet, l'action est portée contre un bien, en l'espèce un navire inconnu, et non contre l'État espagnol. Ainsi, il s'agit « de savoir si les tribunaux des États-Unis peuvent ou non adopter des mesures coercitives contre les biens d'un État étranger »¹⁷². En droit interne américain, ce litige va se résoudre à la lumière de Foreign Sovereign Immunities Act (ci-après : FSIA) pour deux raisons. La première raison est que les États-Unis n'étant pas partie à la CPPCS, celle-ci ne peut pas trouver application dans un litige en lien avec ce pays. La deuxième étant que depuis le renversement de jurisprudence de l'arrêt *Sea Hunt, Inc. v. Unidentified Shipwrecked Vessel or Vessels*, « le droit américain ne se réfère plus au *salvage law* pour résoudre ce type de différend car d'après cet arrêt il ne s'applique pas aux choses submergées depuis des siècles »¹⁷³. En effet, AZNAR GÓMEZ rappelle que l'arrêt déclare que désormais « unauthorised 'salvage' of sunken State vessels is legally precluded, the 'salvor' is denied any kind of reward, and artifacts removed from the bottom of the sea must be returned to the sovereign owner »¹⁷⁴. Dans l'arrêt rendu par la cour d'appel en 2011, il est clairement indiqué que le tribunal américain peut se prononcer sur l'attribution de la propriété d'une chose « only if the court has exclusive custody and control over the property »¹⁷⁵, ce qui était le cas puisque la société avait déposé une statue de bronze au tribunal, qui avait alors

¹⁶⁸ *Odyssey Marine Exploration, Inc. v. Unidentified Shipwrecked Vessel*, 2009, § 1136.

¹⁶⁹ *Ibid.*, § 1140.

¹⁷⁰ VADI, *International law*, pp. 257.

¹⁷¹ HERNÁNDEZ, p. 7.

¹⁷² JOUYET.

¹⁷³ *Idem.*

¹⁷⁴ AZNAR GÓMEZ, *Treasure Hunters*, p. 213.

¹⁷⁵ *Odyssey Marine Exploration, Inc. v. Unidentified Shipwrecked Vessel*, 2011, § 1171.

demandé au US Marshal de récupérer tous les biens se trouvant dans le navire. Cependant, selon la section 1609 FSIA, « the property in the United States of a foreign state shall be immune from attachment arrest and execution ». Dès lors, l'État espagnol ayant été reconnu comme le propriétaire de l'épave du *Nuestra Señora de las Mercedes* par les cours américaines, et puisqu'il s'agit d'un bien étranger, l'immunité d'exécution s'applique à l'épave¹⁷⁶. En réponse à notre interrogation précédente¹⁷⁷, les tribunaux américains n'ont pas le pouvoir d'attribuer la propriété du navire et de son butin, car ils ne peuvent pas adopter de mesures coercitives contre le navire espagnol.

V. CONCLUSION

Au vu de ce qui précède, nous affirmons que la CPPCS marque un tournant décisif pour la protection du patrimoine culturel subaquatique. Sa première contribution se situe déjà dans la définition qu'elle donne de ce dernier : elle représente un « progrès indéniable par rapport à l'expression « objets archéologiques et historiques » utilisée dans la Convention sur le droit de la mer »¹⁷⁸. La protection du patrimoine submergé ne saurait connaître de limite géographique, c'est pourquoi la CPPCS institue une juridiction *ratione loci* en fonction des zones instituées par l'UNCLOS. De plus, la CPPCS s'adresse à tous les acteurs ayant une influence sur le patrimoine submergé, compte tenu des différents intérêts qu'ils portent à celui-ci. Le nouveau régime de protection de la CPPCS met fin aux flous juridiques imposés par les articles 149 et 303 UNCLOS. Notamment, l'art. 8 CPPCS vient palier aux lacunes apportées par l'art. 303 § 2 UNCLOS, en étendant la protection de l'État souverain jusqu'à la limite de sa zone contiguë. À notre avis, la concrétisation de cette avancée considérable que représente la CPPCS consiste particulièrement dans l'exclusion des systèmes désastreux de la « salvage law » et de la « law of finds », autorisés par les articles 149 et 303 § 3 UNCLOS.

Les principes énoncés par la CPPCS marquent les lignes directrices que les États s'engagent à suivre. En se soumettant à l'obligation de protéger le patrimoine culturel subaquatique, les États doivent garder en tête que « la liberté des mers n'inclut pas la liberté d'appropriation et d'exploitation non réglementées du patrimoine culturel subaquatique »¹⁷⁹, et promettent de faire

¹⁷⁶ JOUYET.

¹⁷⁷ Cf. *supra* p. 26.

¹⁷⁸ CORNU/FROMAGEAU/WALLAERT, N 8.

¹⁷⁹ YUSUF, p. 243.

de la préservation *in situ* l'option prioritaire, mais non pas l'unique. Enfin, ils s'engagent à promouvoir la formation et le partage de l'information, ainsi que la favorisation de la coopération internationale. Nous pensons que le respect de ces principes est absolument essentiel à la protection du patrimoine subaquatique, et qu'en ne les respectant pas, les États mettraient directement en péril ce patrimoine, et engageraient leur responsabilité internationale.

La CPPCS favorise largement l'immunité souveraine des États sur leurs navires nationaux et les épaves de ces derniers. Nous avons pu observer, grâce à l'étude de l'affaire concernant le *Nuestra Señora de las Mercedes*, que cette pratique est déjà reconnue par la majorité des États, même ceux n'étant pas parties à la CPPCS comme les États-Unis. Cependant, nous trouvons important que ce principe trouve sa concrétisation dans la Convention de 2004, grâce à son article 16 qui s'appliquera en harmonie avec la CPPCS.

En conclusion, nous pouvons affirmer que la CPPCS représente une révolution pour la sauvegarde du patrimoine culturel subaquatique. Longtemps délaissé au profit du patrimoine culturel terrestre, le patrimoine submergé trouve maintenant une protection indéniable au sein de ce nouvel instrument juridique, où chaque acteur trouve ses droits et ses obligations (qu'elles soient positives ou négatives) dans des zones délimitées. En ne touchant pas aux droits souverains des États ni au principe d'immunité des épaves des navires d'État, la CPPCS s'assure que le patrimoine culturel subaquatique soit toujours protégé, tout en ne piégeant pas l'État dans un mécanisme de mise en œuvre de cette protection qui ne lui conviendrait pas. Nous pensons que la marge de manœuvre qu'elle lui laisse est essentielle pour la mise en œuvre de cette convention. Pour terminer, nous nous référons à GUÉRIN et EGGER qui, en une seule phrase, réussissent à résumer toute l'importance de la CPPCS que nous avons démontré au cours de ce travail : « [u]nderwater heritage is a precious and still relatively unexplored source of information on the development of human civilisations and it merits the benefits the international community can bestow on it by the application of this important legal instrument »¹⁸⁰.

¹⁸⁰ GUÉRIN/EGGER, p. 103.

BIBLIOGRAPHIE :

Ouvrages :

CHECHI Alessandro, *The Settlement of International Cultural Heritage Disputes*, Oxford (Oxford University Press) 2014.

CORNU Marie/FROMAGEAU Jérôme/WALLAERT Catherine, *Dictionnaire comparé du droit du patrimoine culturel*, Paris (CNRS Éditions) 2012.

DUVIC-PAOLI Leslie-Anne, *La Convention des Nations-Unies sur le droit de la mer : instruments de régulation des relations internationales par le droit*, Paris (Éditions L'Harmattan) 2011.

DROMGOOLE Sarah, *Underwater cultural heritage and international law*, Cambridge (Cambridge University Press) 2013.

FORREST Craig James Stuart, *International Law and the Protection of Cultural Heritage*, 3^e éd., Londres, New-York (Routledge) 2012 (cité : *International Law*).

JOHANNOT-GRADIS Christiane, *Le patrimoine culturel matériel et immatériel : quelle protection en cas de conflit armé ?*, Genève, Zurich, Bâle (Schulthess) 2013.

MAHINGA Jean-Grégoire, *Le Tribunal international du droit de la mer : Organisation, Compétence et procédure*, Bruxelles (Larcier) 2013.

STRATI Anastasia, *The protection of the underwater cultural heritage : an emerging objective of the contemporary law of the sea*, La Haye, Londres, Boston (Brill Nijhoff) 1995.

THEY Marine, *La protection internationale du patrimoine culturel de la mer : les compétences de l'état sur les biens culturels submergés*, Leyde, Boston (Brill Nijhoff) 2018.

VADI Valentina, *Cultural Heritage in International Investment Law and Arbitration*, Cambridge (Cambridge University Press) 2014.

VARMER Ole, *Underwater Cultural Heritage Law Study*, Herndon (BOEM) 2014.

YUSUF Abdulqawi Ahmed, *L'Action Normative à l'UNESCO : Volume 1 - Élaboration de règles internationales sur l'éducation, la science et la culture*, Leyde, Boston (Brill Nijhoff), Paris (Éditions UNESCO) 2007.

Ouvrages collectifs :

AZNAR GÓMEZ Mariano, *The Legal Protection of Underwater Cultural Heritage: Concerns and Proposals*, in *Ocean Law and Policy* [ESPÓSITO Carlos/KRASKA James/SCHIEBER Harry/KWON Moon-Sang, édit.], Leyde, Boston (Brill Nijhoff) 2017, p. 124 ss (cité : *The Legal Protection*).

CARDUCCI Guido, *Introduction to the UNESCO Convention on the Protection of the Underwater Cultural Heritage*, in *Underwater Cultural Heritage at Risk : Managing Natural and Human Impacts* [GRENIER Robert/NUTLEY David/COCHRAN Ian, édit.], Paris (ICOMOS) 2006, p. i ss.

CASSAN Hervé, *Le patrimoine culturel subaquatique ou la dialectique de l'objet et du lieu*, in *La mer et son droit : Mélanges offerts à Laurent Lucchini et Jean-Pierre Quéneudec*, Paris (Pedone) 2003, p. 127 ss.

FAVIS Ricardo, *The 2001 Convention on the protection of the underwater cultural heritage*, in *Training manuel for the UNESCO Foundation Course on the Protection and Management of Underwater Cultural Heritage in Asia and the Pacific*, Bangkok (Éditions UNESCO Bangkok) 2012, p. 2 ss.

GRENIER Robert, *Introduction : le vrai péril du patrimoine submergé : Ce sont les hommes, parfois la nature*, in *Underwater Cultural Heritage at Risk : Managing Natural and Human Impacts* [GRENIER Robert/NUTLEY David/COCHRAN Ian, édit.], Paris (ICOMOS) 2006, p. xii ss (cité : *Le vrai péril*).

GUÉRIN Ulrike, World War I Underwater Cultural Heritage and the Protection provided by the UNESCO 2001 Convention, *in* Underwater Cultural Heritage from World War I [GUÉRIN Ulrike/REY DA SILVA Arturo/SIMONDS Lucas, édit.], Paris (Éditions UNESCO) 2015, p. 117 ss.

MAARLEVELD Thijs, The 2001 UNESCO-Convention on the Protection of the Underwater Cultural Heritage: Origin and Consequences, *in* Havets kulturarv [HAHN-PEDERSEN Morten, édit.], Bergen (Fiskerimuseet) 2007, p. 9 ss (cité : Origin and Consequences).

MAARLEVELD Thijs, Underwater cultural heritage and international efforts to protect it, notably through UNESCO, *in* « Princess Hedvig Sofia » and the Great Northern War [BLEILE Ralf/KRÜGER Joachim, édit.], Dresde (Sandstein Verlag) 2015, p. 250 ss (cité : Underwater cultural heritage).

MAARLEVELD Thijs/GUÉRIN Ulrike/EGGER Barbara, Manuel pratique pour les interventions sur le patrimoine culturel subaquatique [MAARLEVELD Thijs/GUÉRIN Ulrike/EGGER Barbara, édit.], Paris (Éditions UNESCO) 2013, p. 1 ss.

MAINETTI Vittorio, La protection du patrimoine culturel subaquatique, *in* La protection du patrimoine archéologique : fondements sociaux et enjeux juridiques [CAMARA Abdoulaye/NÉGRI Vincent, édit.], Paris (Éditions L'Harmattan) 2016, p. 139 ss (cité : La protection du patrimoine culturel subaquatique).

MAINETTI Vittorio, La protection du patrimoine culturel subaquatique de la mer Méditerranée : analyses des instruments régionaux applicables, *in* Coopération, sécurité et développement durable dans les mers et les océans – Une référence spéciale à la Méditerranée, Barcelone (Huygens Editorial) 2013, p. 95 ss (cité : Instruments régionaux applicables).

MANDERS Martijn, *In situ* preservation, *in* Training manuel for the UNESCO Foundation Course on the Protection and Management of Underwater Cultural Heritage in Asia and the Pacific, Bangkok (Éditions UNESCO Bangkok) 2012, p. 2 ss (cité : *In situ* preservation).

MARISCAL DE GANTE Y MIRÓN Margarita, Inmunidad de los buques de Estado y protección del patrimonio cultural subacuático, *in* El último viaje de la fragata Mercedes, Madrid (Acción Cultural Española) 2014, p. 419 ss.

MOMTAZ Djamchid, La Convention sur la protection sur patrimoine culturel subaquatique, *in* Law of the Sea, Environmental Law and Settlement of Disputes [NDIAYE Tafsir Malick/WOLFRUM Rüdiger, édit.], Leyde, Boston (Brill Nijhoff) 2007, p. 443 ss.

RAU Markus, The UNESCO Underwater Convention and the International Law of the Sea, *in* Max Planck Yearbook of United Nations Law [VON BOGDANDY Armin/WOLFRUM Rüdiger/PHILIPP Christiane, édits.], Leyde, Boston (Brill Nijhoff) 2002, p. 387 ss.

ROBERTSON Philip, Opportunities arising from the valorisation of underwater cultural heritage for national economies and cultural identities, *in* Conference Book – UNESCO Scientific Colloquium on factors Impacting Underwater Cultural Heritage, UNESCO regional Meeting on the Protection of the Underwater Cultural Heritage, Paris (Éditions UNESCO) 2011, p. 90 ss.

THI THANH Vinh, La protection internationale du patrimoine culturel subaquatique, *in* Patrimoine naturel et culturel de la Nouvelle-Calédonie, aspects juridiques [CASTETS-RENARD Céline/NICOLAS Guylène, édit], Paris (Éditions L'Harmattan) 2015, p. 192 ss.

TIMMERMANS Dirk/GUÉRIN Ulrike/REY DA SILVA Arturo, Le Patrimoine vecteur de paix et de réconciliation : sauvegarde du patrimoine subaquatique de la Première Guerre mondiale [TIMMERMANS Dirk/GUÉRIN Ulrike/REY DA SILVA Arturo, édit.], Paris (Éditions UNESCO) 2015.

VADI Valentina, International law and the uncertain fate of military sunken vessels, *in* The Italian Yearbook of International Law [CONFORTI Benedetto/FERRARI BRAVO Luigi/FRACIONI Francesco/RONZITTI Natalino/SACERDOTI Giorgio/PAVONI Riccardo, édit.], Leyde, Boston (Brill Nijhoff) 2010, p. 253 ss.

Articles :

ALVES Francisco, Des itinéraires archéologiques au fond des mers, *in* Museum International Paris (Éditions UNESCO) 2009, p. 87 ss.

AZNAR GÓMEZ Mariano, The notions of « preferential right » and « interest » of states in the protection of the underwater cultural heritage, *in* Revista electrónica de estudios internacionales (REEI) 2019, p. 1 ss (cité : The notions).

AZNAR GÓMEZ Mariano, Treasure Hunters, Sunken State Vessels and the 2001 UNESCO Convention on the Protection of Underwater Cultural Heritage, *in* The International Journal of Marine and Coastal Law (Int. J. Mar. Coast. Law) 2010, p. 209 ss (cité : Treasure Hunters).

AZNAR GÓMEZ Mariano/THEY Marine, La protection internationale du patrimoine culturel de la mer : les compétences de l'Etat sur les biens culturels submergés, *in* Revista Española De Derecho Internacional (REDI) 2019, p. 344 ss.

BAEZA Jesús Verdú, El patrimonio cultural subacuático y el estrecho de Gibraltar – El caso de la Bahía de Algeciras/Gibraltar, *in* Cuadernos de Gibraltar 2017, p. 123 ss.

BLAKE Janet, The protection of the underwater cultural heritage, *in* International and Comparative Law Quarterly (ICLQ) 1996, p. 819 ss.

COULÉE Frédérique, Pratique française du droit international, *in* Annuaire français de droit international, Paris (CNRS Éditions) 2013, p. 535 ss.

FORREST Craig James Stuart, Defining « underwater cultural heritage », *in* International Journal of Nautical Archaeology (IJNA) 2002, p. 3 ss (cité : Defining « underwater cultural heritage »).

GONÇALVES Ruben Miranda, La protección del patrimonio cultural subacuático en la Convención sobre la protección del patrimonio cultural subacuático de 2001, *in* Revista de Derecho – Universidad Católica del Norte 2017, p. 247 ss.

GRENIER Robert, La protection du patrimoine culturel subaquatique – Convention de l'Unesco de 2001, *in* Revista De Arqueología Americana 2008, p. 15 ss (cité : Patrimoine culturel subaquatique).

GUÉRIN Ulrike/EGGER Barbara, Guaranteeing the Protection of Submerged Archaeological Sites Regardless of their Location : The UNESCO Convention on the Protection of the Underwater Cultural Heritage (2001), *in Journal of Maritime Archaeology* 2010, p. 97 ss.

GUÉRIN Ulrike/KÖLLER Katrin, Épaves, mondes engloutis et pilleurs de tombe, *in Planète science* 2009, p. 19 ss.

HAFNER Gerhard/LANGE Leonore, La Convention des Nations-Unies sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens, *in Annuaire Français de Droit International Paris (CNRS Éditions)* 2004, p. 45 ss.

HERNÁNDEZ Francisco, El asunto del "Nuestra señora de la Mercedes" (Odyssey), *in Revista electrónica de estudios internacionales (REEI)* 2009, p. 1 ss.

KOSCHTIAL Ulrikem, La Convention de l'UNESCO sur la protection du patrimoine culturel subaquatique de 2001 : avantages et défis, *in Museum International Paris (Éditions UNESCO)* 2009, p. 69 ss.

LÉVY, Les nations unies et la convention de 1982 sur le droit de la mer, *in Revue belge de droit international Bruxelles (Éditions Bruylant)* 1995 p. 1 ss.

MAARLEVELD Thijs, Comment et en quoi la Convention de 2001 sera-t-elle bénéfique pour la patrimoine culturel subaquatique ?, *in Museum International Paris (Éditions UNESCO)* 2009, p. 54 ss (cité : La Convention de 2001).

MATEUS-RUGELES/RODRÍGUEZ VALENZUELA, Pecios españoles en aguas colombianas : conjugación entre el patrimonio cultural subacuático y la inmunidad jurisdiccional de los Estados, *in Revista de Derecho* 2016, p. 253 ss.

MILANO Laure, Les immunités issues du droit international dans la jurisprudence européenne, *in Revue trimestrielle des droits de l'Homme (Éditions Nemesis)* 2008, p. 1 ss.

NUTLEY David, Des sites culturels submergés : L'Ouverture d'une capsule à remonter le temps, *in Museum International Paris (Éditions UNESCO)* 2009, p. 7 ss.

PIETERS Marnix, La convention de l'UNESCO sur la protection du patrimoine culturel subaquatique (Paris, 2001) et le patrimoine maritime dans la partie belge de la Mer du Nord, *in* De Grote Rede 2013, p. 21 ss.

PORTELA VÁZQUEZ Esther, La Convención de la UNESCO sobre la protección del patrimonio subacuático, Principios generales, *in* Cuadernos de Derecho Transnacional (CDT) 2011, p. 317 ss.

RAMBELLI Gilson, La préservation du patrimoine subaquatique brésilien : protection juridique et archéologie publique, *in* Museum International Paris (Éditions UNESCO) 2009, p. 76 ss.

SCOVAZZI Tullio, La convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique, *in* Annuaire Français de Droit International Paris (CNRS Éditions) 2002, p. 579 ss (cité : La convention).

SCOVAZZI Tullio, Les épaves de navires d'État, *in* Annuaire Français de Droit International Paris (CNRS Éditions) 2006, p. 400 ss (cité : Les épaves).

STEWART David, The UN Convention on Jurisdictional Immunities of States and Their Property, *in* The American Journal of International Law 2005, p. 194 ss.

SYMONIDES Janusz/SYMONIDES Michal, Droits de l'Etat du pavillon sur les épaves des navires de guerre et des autres navires d'Etat utilisés à des fins non commerciales, *in* Revista Europea de Derecho de la Navegación Marítima y Aeronáutica 2011, p. 1 ss.

TETLEY William, L'ONU et la Convention sur le droit de la mer de 1982, *in* Études internationales 2005, p. 795 ss.

VILLEGAS ZAMORA Tatiana, Les dangers d'une exploitation commerciale du patrimoine culturel subaquatique, *in* Museum International Paris (Éditions UNESCO) 2009, p. 20 ss.

Sites :

BEGUIN Antoine, Bien des convoitises autour de 17 tonnes d'or, *in* Le Blog de Maître Antoine Beguin, Paris 2008, [https://blogavocat.fr/space/antoine.beguin/content/bien-des-convoitises-autour-de-17-tonnes-d-or._03efda00-2b8b-4104-8aed-94fd97b67506] (28.05.2020).

BURSEY Lauren/FERLAND Justine/RENOLD Marc-André, Mercedes Shipwreck – Odyssey Marine Exploration Inc. v. Unidentified Shipwrecked Vessel, *in* ArThemis, Genève 2015, [<https://plone.unige.ch/art-adr/cases-affaires/mercedes-shipwreck-2013-odyssey-marine-exploration-inc-v-unidentified-shipwrecked-vessel>] (28.05.2020).

GAGLIANI Gabriele, L'investissement portant sur un contrat de sauvetage maritime de patrimoine culturel, *in* Droit, patrimoine et culture, Cachan 2016, [<https://dpc.hypotheses.org/963>] (28.05.2020).

JOUYET Mathilde, L'affaire de la Nuestra Señora de las Mercedes : la question de l'immunité souveraine des épaves de navires d'État, *in* Les blogs pédagogiques de l'Université Paris Nanterre, Paris 2012, [<https://blogs.parisnanterre.fr/content/laffaire-de-la-nuestra-se%C3%B1ora-de-las-mercedes-la-question-de-limmunit%C3%A9-souveraine-des-%C3%A9paves>] (28.05.2020).

SOREL Jean-Marc, La frontière comme enjeu de droit international, *in* Ceriscope Frontières, Paris 2011, [<http://ceriscope.sciences-po.fr/content/part2/la-frontiere-comme-enjeu-de-droit-international?page=show>] (28.05.2020).

Jurisprudences :

Malaysian Historical Salvors, SDN, BHD v. Malaysia ICSID, Case No. ARB/05/10.

Odyssey Marine Exploration, Inc. v. Unidentified Shipwrecked Vessel, 2009.

Odyssey Marine Exploration, Inc. v. Unidentified Shipwrecked Vessel, 2011.

Sea Hunt, Inc. v. Unidentified Shipwrecked Vessel or Vessels, 2000.

Rapport :

Final report of the second Meeting of Governmental Experts on the Draft Convention on the Protection of Underwater Cultural Heritage.